



Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français et arabe

Superficie : 1 284 000 km²

Population : 15,9 millions d'habitants

Densité : 12,4 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 3,0 %

Part de la population urbaine : 23,3 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 182^e/190

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 187^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,8/6

Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 54,0/100

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 5,9 (4,3 pour l'ASS ¹)

PIB par habitant (2019) : 710 dollars

Taux de croissance (2019) : 2,6 %

Inflation (2019) : - 1,0 %

PIB (2019) : 6 430,3 milliards de francs CFA

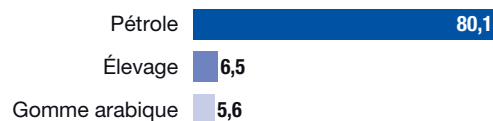
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



Principaux biens d'exportation


(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures

 **54,0 ans**
Espérance de vie

 **38,4 %**
Population sous le seuil de pauvreté

 **38,7 %**
Accès à l'eau potable

 **11,4 %**
Mortalité infantile

 **43,3**
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **11,8 %**
Accès à l'électricité

 **39,8 %**
Malnutrition infantile

 **22,3 %**
Alphabétisation des adultes

 **48,1**
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **60/100**
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **21,7 %**
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **63,9 %**
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France 2019](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

- **La croissance du PIB s'est renforcée en 2019, à 3,0 %, contre 2,3 % en 2018¹**, à la faveur d'une hausse de la production pétrolière. Pour 2020, elle est anticipée à -0,7 %.
- **Pour aider le pays à lutter contre les effets de la pandémie de Covid-19 sur l'économie, le Fonds monétaire international (FMI) a octroyé au Tchad en 2020 deux facilités de crédit rapide (FCR)** pour un montant total de 133,19 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). Le Tchad a également bénéficié, dans le cadre du G20, de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) qui s'étend du 1^{er} mai 2020 au 30 juin 2021.
- **La diversification des activités économiques et la maîtrise des effets du changement climatique font partie des principaux enjeux de développement du Tchad.**
- **Idriss Deby Itno, Président depuis 1990, a été réélu pour un cinquième mandat en avril 2016.** Les prochaines élections présidentielles se tiendront le 1^{er} avril 2021.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

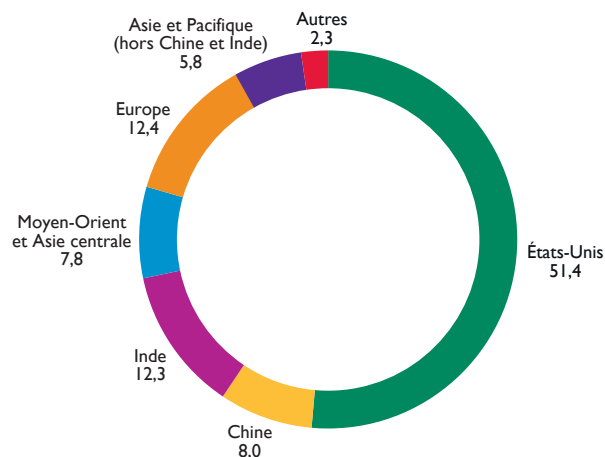
L'économie tchadienne est largement dépendante de la production de pétrole (11,6 % du PIB nominal, 80,9 % des exportations et 39,6 % des recettes budgétaires, en moyenne sur la période 2014-2019). Les recettes pétrolières ont permis au pays de connaître une période de croissance rapide jusqu'en 2014 (taux de croissance moyen de 7,8 % sur 2010-2014, soit 4,4 % par an pour la croissance par tête). L'agriculture (coton, céréales, gomme arabique, élevage, etc.), le secteur industriel (cimenterie, raffinerie, brasserie, etc.) et les services (banques, transports, commerces, télécommunications, etc.) représentent respectivement 43 %, 17 % et 40 %² du PIB en 2019. En raison de la faible diversification de l'économie, la balance des services est structurellement déficitaire ; celle du compte courant est toutefois positive, mais son solde demeure très tributaire des cours du pétrole.

Du fait de l'ancrage de sa monnaie à l'euro, l'inflation au Tchad est structurellement plus faible que pour la plupart des autres pays de l'Afrique subsaharienne (ASS). Un même constat peut être fait pour les autres pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), à laquelle le Tchad appartient. Entre 2014 et 2019, en moyenne annuelle, l'inflation s'est élevée à 0,9 %.

Le secteur public, et l'État en particulier, est prédominant aussi bien dans la sphère économique que financière. Malgré des vagues de privatisations (CotonTchad

Destinations des exportations du Tchad (2014-2018)

(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII-BACI et calculs Banque de France.

repris par le groupe Olam en 2018), les principales entreprises (hydrocarbures, télécommunications, agriculture) sont détenues par l'État. Celui-ci a néanmoins des moyens de fonctionnement limités, ses financements, internes ou externes, étant très contraints. Le niveau de pression fiscale (recettes fiscales hors pétrole / PIB non pétrolier) s'élevait à 8,1 % en 2019 (contre 6,6 % en 2018), mais reste très inférieur à celui des autres pays de la CEMAC, dont la moyenne est de 12,2 % en 2019,

1 Source : FMI, octobre 2020, Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne.

2 Source : Direction générale du Trésor, 2020, Tchad, indicateurs et conjoncture.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Tchad

	2015	2016	2017	2018	2019
Pétrole brut (en millions de tonnes)	7,2	6,5	5,8	6,5	7,3
Prix du baril de pétrole tchadien (en dollars)	43,4	37,3	49,3	64,8	57,9
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	184,7	159,3	206,2	259,1	244,2
Coton-graine (en milliers de tonnes)	78,9	132,1	153,4	47,8	15,5
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	240,0	240,0	220,0	220,0	220,0
Mil et sorgho (en milliers de tonnes)	1 427,5	1 716,7	1 606,5	1 744,2	1 690,1
Manioc (en milliers de tonnes)	141,0	492,5	290,6	284,3	297,0
Arachide (en milliers de tonnes)	720,1	871,2	870,1	893,9	873,2
Canne à sucre (en milliers de tonnes)	327,2	324,6	336,7	341,3	341,1
Gomme arabique (en milliers de tonnes)	47,0	47,9	48,9	49,9	50,9
Bétail (cheptel en milliers de tête)	22 979,1	23 239,8	23 506,8	24 758,3	26 448,4

Sources : BEAC et administrations nationales.

et à l'objectif communautaire de 17 %. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le risque de surendettement demeure « élevé », en dépit d'un léger recul de la dette interne et de la stabilisation de la dette externe, et la soutenabilité de la dette publique, qui est fortement tributaire des variations des prix pétroliers, ne pourra être assurée que si les efforts de remboursement des arriérés intérieurs se renforcent. Le secteur bancaire est également très dépendant de l'État, par le biais de portefeuilles de titres d'État détenus par les banques, mais également en raison de la part des entreprises publiques dans les bilans bancaires, tant à l'actif qu'au passif. En 2018, la dette de l'État détenue par le secteur bancaire a ainsi atteint 12 % du PIB non pétrolier, contre 6 % en 2014³, soit le quart de l'encours total, ce qui est important compte tenu des structures financières encore fragiles.

Malgré la hausse sensible de l'inclusion financière, l'économie tchadienne demeure peu financiarisée.

La bancarisation est passée de 12 % en 2014 à 22 % en 2019 (contre 43 % en ASS, d'après la Banque mondiale). Cette hausse résulte avant tout du déploiement de services financiers mobiles de deux opérateurs de téléphonie mobile en 2012 (Airtel et Tigo), plutôt que d'un mouvement de bancarisation par les établissements de crédit (9 % de la population adulte).

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Après la récession de 2017 (-4,2 %), l'activité économique a rebondi à 1,9 % en 2018 puis à 2,6 % en 2019 (voir tableau *infra*). Cette reprise a été tirée essentiellement par une hausse de la production pétrolière de 12 %

en 2019 (identique à celle de 2018), dans un contexte de baisse du prix du baril de pétrole en 2019 (61,4 dollars en moyenne, contre 68,3 en 2018⁴). La reprise est allée de pair, après l'augmentation des tensions inflationnistes observée en 2018 (4,0 % en moyenne annuelle), avec un épisode de déflation à -1,0 % en 2019. Cette dernière s'explique principalement par une modération des prix des biens alimentaires dans un contexte de récoltes abondantes et, dans une moindre mesure, par le resserrement de la politique monétaire.

L'excédent de la balance des transactions courantes s'est réduit à 7,6 % du PIB en 2019 (contre 9,5 % en 2018). Cette réduction résulte d'un accroissement du déficit de la balance des services, notamment celui du fret et des assurances. Elle s'explique également par la chute des revenus générés par les administrations publiques, et l'accroissement marqué du déficit du poste des erreurs et omissions nettes.

Grâce à une volonté d'assainissement des finances publiques, en particulier sous l'impulsion des

Activité économique et inflation au Tchad

(en %)

	2016	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	-2,8	-4,2	1,9	2,6	-3,8
Inflation (en moyenne annuelle)	-1,6	-1,1	4,0	-1,0	1,8

a) Prévisions.

Source : BEAC.

3 Source : FMI, juillet 2019, article IV sur le Tchad (p. 48).

4 Source : FMI, octobre 2020, Perspectives économiques mondiales.

programmes du FMI, la dette publique a diminué, passant de 49,6 % du PIB en 2016 à 44,6 % en 2019.

Le pays a bénéficié de juin 2017 à juin 2020 d'un programme triennal du FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 224 millions de DTS, soit environ 332 millions de dollars. Le programme a pris fin en juillet 2020. La Banque mondiale finance également 19 opérations : 12 projets nationaux pour un engagement de 529 millions de dollars et 7 projets régionaux pour un total de 336 millions de dollars.

Sous réserve de la poursuite des efforts de consolidation budgétaire, la dette publique se stabiliserait en deçà de 45 % du PIB d'ici à 2021 selon les prévisions du FMI malgré la pandémie de Covid-19.

La restructuration de la dette contractée auprès du groupe pétrolier Glencore (1,1 milliard d'euros), demeure un enjeu majeur pour la soutenabilité de la dette externe du pays, estimée à 24,4 % du PIB en 2019 par le FMI. En effet cette dernière devrait continuer de croître pour atteindre 27,7 % du PIB en 2020 (contre 25,1 % en 2019) et, la dette interne demeurant élevée du fait d'arriérés persistants, la dette totale est attendue à 45,7 % du PIB pour 2020.

La vulnérabilité du secteur bancaire s'est renforcée en 2019, le tissu économique ayant été fragilisé par la récession de 2016-2017.

Le bilan agrégé du système bancaire a augmenté de 6,7 % et le risque de crédit a diminué, mais le taux brut des créances en souffrance demeure particulièrement élevé à 26,3 % des crédits bruts en 2019. Les banques affichent des pertes en 2019 et le rendement des fonds propres s'est dégradé, à près de - 2,3 % en 2019, contre + 2,0 % en 2018, en raison principalement d'un triplement des provisions nettes sur risques. Les crédits à l'État et les opérations monétaires et de trésorerie ont accéléré en 2019. Le secteur bancaire tchadien demeure relativement concentré, avec huit banques commerciales mais également presque deux cents établissements de microcrédit.

Depuis mars 2020, la pandémie de Covid-19 a radicalement changé les perspectives macro-économiques du Tchad.

L'impact sanitaire est certes resté limité (1 663 cas et 101 décès recensés à fin novembre 2020) grâce à la mise en place de mesures de confinement (fermeture des écoles et universités, des lieux de culte, de certains commerces, etc.). Cependant, compte tenu de l'importance du choc externe, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC)

anticipe désormais une contraction de l'économie de 3,8 % en 2020 (par rapport au taux de croissance de 5,7 % prévu avant la pandémie). L'effondrement du prix du pétrole – le prix du baril de Brent est passé de 70 dollars début 2020 à 45 mi-novembre – a sévèrement affecté le Tchad. La baisse de la demande en volume des exportations, la réduction des investissements directs étrangers (IDE) et la fermeture des frontières constituent autant de facteurs expliquant cette contraction économique anticipée.

Pour atténuer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19, les autorités ont annoncé des mesures économiques et sociales destinées à soutenir le secteur de la santé, les ménages et les entreprises privées

⁶. Ainsi, le gouvernement a fait adopter le 25 août 2020 une loi de finance rectificative, permettant d'augmenter les dépenses liées à ces mesures de 143,6 milliards de francs CFA. De plus, dans le cadre de la facilité de crédit rapide, le FMI a effectué deux versements au Tchad (un premier début avril et un second en juillet), pour un total de 133,2 millions de DTS. La Banque mondiale a pour sa part débloqué un financement d'urgence de 16,9 millions de dollars. Enfin, grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) dû aux créanciers bilatéraux publics mise en œuvre par le G20, le Tchad a pu épargner 65,4 millions de dollars sur la période de mai à décembre 2020 ⁷.

ENJEUX ET DÉFIS

Le principal enjeu de développement économique structurel réside dans la réduction de la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier et d'une amélioration des infrastructures de transport.

Le Tchad bénéficie d'un secteur agricole sous-exploité, de vastes espaces et d'un ensoleillement propices à l'énergie photovoltaïque, ce qui pourrait à terme permettre au pays de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole. Le Plan national de développement 2017-2021 définit les secteurs prioritaires (agriculture, élevage, pêche, mines, inclusion financière) et les principales réformes structurelles : i) le climat des affaires (182^e sur 190 pays au classement *Doing Business* 2020) ; ii) la qualité des infrastructures et iii) la gouvernance.

⁵ Cf. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid-19/Policy-Responses-to-COVID-19#C>

⁶ Cf. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative>

Le désenclavement du pays, grâce à une amélioration des communications terrestres, apparaît essentiel pour favoriser les exportations vers les autres pays de la CEMAC. Il est d'autant plus important dans le contexte de forte insécurité constatée dans la région du Sahel. Le Pref-CEMAC, lancé en 2016, prévoit ainsi trois projets d'infrastructures⁷ impliquant le Tchad.

Le Tchad doit faire face à un double défi démographique : la forte croissance de sa population de l'ordre de 3% par an, en raison d'un taux de fécondité élevé (estimation de 5,7 enfants par femme en 2018), et la hausse du nombre de réfugiés, tout en luttant contre la pauvreté. Le Tchad a accueilli ainsi plus de 450 000 réfugiés originaires du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigéria, qui représentent 4% de sa population totale. En outre, le nombre de personnes pauvres a augmenté, passant de 4,7 millions en 2011 à 6,5 millions en 2019. En 2019, 38,4% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté (fixé à 1,90 dollar en parité de pouvoir d'achat par personne et par jour).

D'après les recherches de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferd), le Tchad occupait en 2020 le cinquième rang des pays à faible revenu les plus vulnérables au changement climatique⁸. 90% du lac Tchad a ainsi disparu au cours des cinquante dernières années sous l'effet conjugué de sécheresses et de prélèvements d'eau pour l'irrigation. Depuis le milieu du xx^e siècle, le Tchad connaît des températures en hausse et des précipitations en baisse. Le pays est confronté à d'importants aléas climatiques (sept épisodes de grande sécheresse et dix-huit inondations entre 1980 et 2020⁹) et à un mouvement de désertification lié à l'avancée du désert du Sahara d'un kilomètre par an en moyenne. La coopération internationale a un rôle important à jouer : la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), qui regroupe le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, devrait recevoir le soutien de la Banque africaine de développement¹⁰ (BAfD) à hauteur de 2,7 millions de dollars en 2020. Le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles de la CBLT et à promouvoir l'autonomisation des jeunes et des femmes dans le bassin du lac Tchad.

Le Tchad est en proie à des incertitudes politiques et au djihadisme. Maintes fois différées depuis cinq ans, les élections législatives au Tchad devraient toute-

fois avoir lieu le 24 octobre 2021. Le scrutin se tiendra six mois après la présidentielle, fixée au 1^{er} avril 2021. La chambre actuelle est dominée par le parti présidentiel, le Mouvement patriotique du salut (MPS). Le pays est en outre confronté à un regain du djihadisme près du lac Tchad : une attaque de Boko Haram a ainsi tué près de 100 soldats tchadiens le 23 mars 2020. Le Tchad a en conséquence annoncé début octobre 2020 l'envoi d'un contingent supplémentaire de 1 000 hommes pour renforcer la force conjointe antidjihadiste du G5 Sahel créée en 2014.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Même si les réserves de pétrole demeurent importantes, le Tchad souhaite accélérer son processus de diversification économique. Le projet Pacadet de la BAfD, qui va dans ce sens, a été conclu en juin 2020. Il vise le développement du secteur privé grâce à une amélioration du climat des affaires, du financement des PME ou de la promotion de l'entrepreneuriat féminin (source : BAfD, juin 2020, PACADET, [rapport d'achèvement de projet](#)). Les projets d'infrastructure dans le cadre du Pref-CEMAC doivent faciliter cette diversification économique.

Le développement de l'énergie solaire photovoltaïque peut être considéré comme une réponse appropriée au déficit énergétique dont souffre le Tchad : le projet de centrale photovoltaïque (60 mégawatts) de la BAfD en est l'exemple récent. Moins de 12% de la population avait accès à l'électricité en 2018, contre 3% en zone rurale. En plus de l'impact environnemental positif, la production d'énergie solaire présente l'avantage d'être, pour le Tchad, moins coûteuse et plus rentable que l'énergie hydroélectrique.

L'Agence française de développement (AFD) soutient pour sa part le développement rural au Tchad. L'agence désire favoriser l'élevage par l'accès à l'eau et renforcer les capacités agricoles du pays. C'est le cœur du projet du Bahr-Linia : 2 500 hectares de terres seraient irriguées grâce à l'aménagement d'un tronçon de 40 kilomètres du fleuve Chari.

7 Cf. <https://projetsintegrateurscemac.com/>

8 Cf. *Ferdi, 2020, The Physical Vulnerability to Climate Change Index: an Index to Be Used for International Policy*

9 Source : Base de données sur les catastrophes EM-DAT (inscription requise)

10 Source : BAfD, février 2020, « la BAfD réaffirme son plein soutien à la CBLT ».

ANNEXE

Tchad – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	7 454,6	7 061,3	7 790,7	7 992,6
PIB nominal	6 165,2	5 986,4	6 374,2	6 430,3
<i>dont secteur pétrolier</i>	444,1	512,1	726,3	764,9
Importations de biens et services	1 289,4	1 074,9	1 416,5	1 562,3
Biens	614,6	573,0	595,3	685,5
Services	674,8	501,9	821,2	876,8
Emplois	7 454,6	7 061,3	7 790,7	7 992,6
Consommation finale	4 671,2	3 913,2	4 234,6	4 221,9
Publique	829,8	833,4	704,2	697,0
Privée	3 841,4	3 079,8	3 530,4	3 524,9
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 398,1	1 541,9	1 696,0	1 789,1
Publique	180,0	210,0	222,0	285,0
Privée	1 208,1	1 321,9	1 464,0	1 494,1
<i>dont secteur pétrolier</i>	593,9	769,1	890,6	909,3
Variations de stocks	10,0	10,0	10,0	10,0
Exportations de biens et services	1 385,3	1 606,2	1 860,1	1 981,6
Biens	1 204,9	1 472,1	1 705,4	1 827,8
Services	180,4	134,1	154,7	153,7
Épargne intérieure brute	1 494,0	2 073,1	2 139,5	2 208,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	95,9	531,3	443,5	419,3
Revenus des facteurs	- 57,9	- 207,7	- 116,6	- 136,8
Épargne intérieure nette	1 436,0	1 865,5	2 022,9	2 071,6
Taux d'investissement (en% du PIB)	22,7	25,8	26,6	27,8
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	-2,8	-4,2	1,9	2,6
Déflateur du PIB	-6,7	1,4	4,5	-1,7
Prix à la consommation, en moyenne	-1,6	-1,1	4,0	-1,0

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Tchad – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes totales	722,0	826,0	910,5	885,0
Recettes budgétaires	576,0	620,0	737,5	806,0
Recettes pétrolières	171,0	200,0	335,0	326,0
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>165,9</i>	<i>194,0</i>	<i>324,9</i>	<i>315,0</i>
Recettes non pétrolières	405,0	420,0	402,5	480,0
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>66,0</i>	<i>47,0</i>	<i>31,0</i>	<i>19,0</i>
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	146,0	206,0	173,0	79,0
Dépenses totales et prêts nets	870,0	869,0	817,0	924,8
Dépenses courantes	690,0	659,0	595,0	639,8
Salaires	365,0	375,0	319,0	360,0
Intérêts	121,0	93,0	67,0	64,0
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>12,0</i>	<i>34,0</i>	<i>29,0</i>	<i>21,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>109,0</i>	<i>59,0</i>	<i>38,0</i>	<i>43,0</i>
Autres dépenses courantes	204,0	191,0	209,0	215,8
Dépenses en capital	180,0	210,0	222,0	285,0
Dépenses budgétaires	51,0	36,0	84,0	153,0
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	129,0	174,0	138,0	132,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	-56,0	-16,0	96,5	56,3
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	-148,0	-43,0	93,5	-39,7
Arriérés	-55,0	10,0	-92,0	-64,0
Arriérés intérieurs	-82,0	-7,0	-89,0	-64,0
Arriérés extérieurs	27,0	17,0	-3,0	0,0
Solde base caisse ^{c)}	-203,0	-33,0	1,5	-103,7
Financement	203,0	33,0	-1,5	103,7
Financement intérieur	217,0	-29,0	-38,5	92,7
Bancaire	216,7	-55,0	-23,1	235,6
Non bancaire	0,2	26,0	-15,4	-142,9
Financement extérieur	-14,0	62,0	37,0	11,0
Tirages sur emprunts	78,0	159,0	111,0	73,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	-122,0	-127,0	-101,0	-90,0
Réaménagement de la dette extérieure	30,0	30,0	27,0	28,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	9,3	10,4	11,6	12,5
Recettes pétrolières	2,8	3,3	5,3	5,1
Dépenses courantes	11,2	11,0	9,3	9,9
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	-2,4	-0,7	1,5	-0,6
Dette publique	49,6	50,3	46,4	44,6

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Tchad – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	77,5	694,7	657,5	539,6
1 - Biens et services	95,9	581,3	493,5	469,3
Balance des biens	590,3	949,1	1 160,1	1 192,3
Exportations de biens FOB	1 204,9	1 522,1	1 755,4	1 877,8
dont : pétrole	923,9	1 050,2	1 505,2	1 605,3
élevage	85,2	93,8	95,8	133,9
gomme arabique	85,2	85,2	83,1	89,4
coton	72,6	83,7	31,5	8,5
Importations de biens CAF	-706,1	-657,8	-705,0	-823,3
Importations de biens FOB	-614,6	-573,0	-595,3	-685,5
dont : secteur non pétrolier	-181,7	-211,3	-222,6	-308,9
secteur pétrolier	-261,9	-199,8	-209,6	-214,9
secteur public	-102,6	-90,2	-87,2	-81,2
Balance des services	-494,4	-367,8	-666,5	-723,0
dont fret et assurances	-90,8	-82,4	-91,1	-121,1
2 - Revenus primaires	-57,9	-207,7	-116,6	-136,8
dont intérêts sur la dette	-109,0	-59,0	-38,0	-43,0
3 - Revenus secondaires	39,6	321,1	280,6	207,1
Administrations publiques	12,7	165,5	106,1	57,7
dont aides budgétaires	32,5	51,5	60,0	3,5
Autres secteurs	26,8	155,6	174,4	149,4
dont transferts de fonds des migrants	-43,2	-41,8	-43,0	-43,1
b - Compte de capital	17,8	6,0	36,9	50,2
c - Compte financier	-510,1	-803,2	-514,0	-196,0
Investissements directs	60,0	-545,4	-153,4	277,4
Investissements de portefeuille	-192,3	62,9	62,9	0,0
Autres investissements	-377,7	-320,7	-423,4	-473,5
Financement exceptionnel (pour mémoire)	57,0	47,0	24,0	28,0
d - Erreurs et omissions nettes	-89,9	100,7	-81,0	-373,4
e - Solde global (a + b + c + d)	-504,7	-1,8	99,5	20,3
Solde courant (en% du PIB)	1,3	10,8	9,5	7,6
Solde global (en% du PIB)	-8,2	-0,0	1,6	0,3

Source : BEAC.

Tchad – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	495	472	438	438
Moyen terme	121	128	163	179
Long terme	19	19	23	16
Total	634	619	625	633

Source : BEAC.

Tchad – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
Valeurs immobilisées	160	131	169	Capitaux permanents	170	177	131
Opérations avec la clientèle	599	587	632	<i>dont fonds propres</i>	<i>147</i>	<i>159</i>	<i>159</i>
<i>dont crédits à l'État</i>	<i>86</i>	<i>62</i>	<i>91</i>	Opérations avec la clientèle	660	662	834
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	364	389	416	<i>dont dépôts du secteur public</i>	<i>87</i>	<i>109</i>	<i>127</i>
Opérations monétaires				<i>dont dépôts du secteur privé</i>	<i>452</i>	<i>456</i>	<i>605</i>
et comptes à vue avec la BEAC	76	92	158	Opérations diverses	33	64	103
Autres opérations de trésorerie et interbancaires	288	298	157	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	321	275	189
Autres postes de l'actif	61	71	40	Opérations de refinancement et comptes à vue avec la BEAC	204	160	100
(sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)				Autres opérations de trésorerie et interbancaires	117	116	89
Total	1 184	1 178	1 257	Total	1 184	1 178	1 257

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	98	101	106
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	8	9	9
Produits sur opérations avec la clientèle	52	46	47
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	32	40	42
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	5	7	8
2. Charges bancaires	23	26	29
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	12	14	13
Charges sur opérations avec la clientèle	6	5	4
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	3
Charges sur opérations diverses	5	6	9
Charges sur ressources permanentes	0	0	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	76	75	77
4. Produits accessoires nets	0	1	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	76	75	78
6. Frais généraux	45	47	48
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	7	8	9
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	23	21	21
9. Provisions nettes sur risques	16	5	15
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 1	- 1	- 2
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	7	14	4
12. Résultat exceptionnel net	- 1	- 8	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 3	- 1	- 5
14. Impôt sur les bénéfices	2	2	5
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	1	3	- 4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Indicateurs d'activité du système bancaire

(coefficients et taux en % ; montants en millions de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	69,3	72,7	73,8
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	0,6	2,0	- 2,3
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	1,3	4,2	- 4,7
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	28,1	31,4	26,3
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	16,3	17,7	13,2
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	50,1	53,0	57,4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	18,0	16,7	15,8
Rapport de liquidité	188,9	117,9	161,0

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2017	2018	2019
Représentation du capital minimum	78	56	56
Couverture des risques	89	89	67
Limite globale de la norme de division des risques	89	89	78
Limite individuelle de la norme de division des risques	67	33	22
Couverture des immobilisations	78	56	44
Rapport de liquidité	100	89	89
Coefficient de transformation	67	56	56
Engagements aux apparentés	78	67	67
Adéquation des fonds propres	nd	nd	11

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.